

Lettre de l'Afrique centrale à Macron pour réclamer des sous !

écrit par Jules Ferry | 9 juin 2022





Macron roi du monde.

La lettre bien tournée d'un représentant d'Afrique centrale à Macron pour demander de l'argent gratuit est un petit bijou du genre.

L'auteur qui connaît bien ce qui peut culpabiliser les Européens ratisse large pour trouver les arguments convaincants qui expliqueraient l'arriération de l'Afrique : le vilain Covid, la guerre en Ukraine et les immenses besoins pour la « ***réduction des émissions de gaz à effet de serre*** » !



Quel monde de fous où l'on espère obtenir de l'argent pour faire baisser la température en Afrique. Et pourquoi pas pour dé-saler l'océan Atlantique ou raser le Kilimandjaro (L'Afrique n'est pas la [Chine](#)) !

La lettre poursuit sur « ***la proximité géographique et les liens historiques qui nous unissent*** » pour faire pleurer les chaumières. **On s'aime, on s'aime !**

Puis l'accusation tombe : « ***La France et les pays de l'Union européenne doivent prendre leur part de responsabilité*** » !

L'auteur africain rappelle au roi du monde Macron ses

promesses « du Sommet de Versailles d'avril dernier ».

Il a probablement vu l'annonce de Borne :

« Chèque alimentaire »: une aide inflation finalement versée sur les comptes en banque à la rentrée.

"Chèque alimentaire": une aide inflation finalement versée sur les comptes en banque à la rentrée
<https://t.co/rFEbRTkX5v> pic.twitter.com/IyiGM79Pt3

– BFMTV (@BFMTV) [June 8, 2022](#)

Il a raison : dans sa grande générosité, la France pourrait fort bien envisager de verser un chèque alimentaire de 150 € aux 38 millions d'Africains qu'il évoque, une paille dans le budget. A vos calculettes.



Par *Célestin Tawamba*

Président de l'Union des patronats d'Afrique centrale (Unipace, vice-président Afrique centrale, Alliance des patronats francophones, président du Groupement inter-patronal du Cameroun (Gicam)



Monsieur le Président,

Je m'adresse à vous dans la mesure où vos responsabilités vous autorisent à porter au plus haut des instances internationales notre message, celui de l'Afrique profonde, en ces temps tourmentés où l'inimaginable – cette guerre sur le sol européen – se déroule sous nos yeux et où la décision d'embargo à l'encontre de la Fédération de Russie a des conséquences majeures sur nos économies africaines.

Comme vous en avez certainement conscience, **la guerre en Ukraine** et l'embargo qui lui est adossé vont durablement affecter le continent africain, déjà confronté à des difficultés structurelles et conjoncturelles chaque jour plus lourdes à supporter pour des populations meurtries et des entreprises de plus en plus fragilisées. En effet – faut-il le rappeler –, **la crise sanitaire** liée à la [pandémie de Covid-19 a occasionné une nouvelle récession des économies africaines et mis à mal les progrès durement réalisés en matière de réduction de la pauvreté sur notre continent.](#) Avec un effondrement du tourisme et une chute

brutale des exportations – notamment celles des hydrocarbures –, cette pandémie a fait basculer des millions de personnes dans l'extrême pauvreté, créant autant de nouveaux pauvres et d'individus menacés par la famine et la sous-alimentation.

La guerre en Ukraine et l'embargo contre la Russie viennent perturber le fragile équilibre alimentaire mondial, chamboulent les circuits de l'énergie, compromettent **les efforts déjà insuffisants en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre** et ne peuvent qu'exacerber la précarité de nos pays, déjà caractérisés par de nombreuses vulnérabilités.

38 millions de victimes collatérales en Afrique

Cette guerre n'est pas celle de l'Afrique. Alors qu'elle n'y est pas partie prenante, l'Afrique est le continent qui en subit les dommages collatéraux les plus importants aux plans humain, social et économique. Elle les subit d'autant plus que la plupart de nos pays, faute d'amortisseurs ou de dispositifs d'amoindrissement des effets induits de ce choc comme dans les pays de l'OCDE, ne bénéficient que d'une marge de manœuvre minime. Contraint de subir sans pouvoir réagir, le continent en est ainsi réduit à faire accepter l'inacceptable aux populations. C'est là, me semble-t-il, que le bât blesse.



Le roi du monde à Versailles

La France et les pays de l'Union européenne doivent prendre leur part de responsabilité. En raison d'un environnement macroéconomique dégradé, nos économies ont peu de marge de manœuvre permettant de venir en aide aux populations. En déclarant, **lors du Sommet de Versailles d'avril dernier**, que « l'Union européenne doit redéfinir une stratégie alimentaire à l'égard de l'Afrique, sans quoi plusieurs pays seront touchés par des famines dans les douze à dix-huit prochains mois », vous avez admis que la situation pourrait bientôt devenir intenable. Selon les estimations récentes du cadre harmonisé sur l'insécurité alimentaire en Afrique, **38 millions de personnes** pourraient être les victimes collatérales en matière alimentaire de la guerre Russie-Ukraine.

Les prix record des matières premières énergétiques et agricoles, à l'instar du blé, du maïs ou des engrais, vous le savez, sont particulièrement préoccupants pour notre région. Pour le blé, à titre d'exemple, les importations

représentent environ 85 % de l'approvisionnement, dont un tiers provient de Russie ou d'Ukraine. À cet égard, ce sont tout de même 16 pays regroupant 40 % de la population du continent, soit 374 millions d'habitants, qui dépendent à 56 % et plus du blé russe et ukrainien. C'est considérable !

Des choix douloureux à faire

Nous vous demandons, en votre qualité de président du Conseil de l'UE, de convoquer dans l'urgence un sommet extraordinaire réunissant d'une part des dirigeants de l'UE et d'autre part des dirigeants de l'UA, ainsi que des membres de la société civile africaine et du secteur privé africain.

Le bien-fondé de ce sommet tient à l'urgence alimentaire, elle-même nourrie par un environnement inflationniste propice à l'apparition de tensions sociales et politiques. La rencontre, qui pourrait se tenir en terre africaine – pour en ajouter à la symbolique –, aurait pour objectif de définir les mesures d'accompagnement des pays africains en vue d'une sortie de crise à court terme et, d'un autre côté, d'engager la réflexion sur une organisation efficace des politiques agricoles, incluant la modernisation du secteur et la promotion de l'agro-industrie et des produits locaux.

De manière globale, et dans la poursuite de nos objectifs communs de paix, de sécurité et de stabilité, dans le plein respect du droit et des conventions internationales, il y aura des choix douloureux à faire de la part de nos partenaires de l'UE, qui entraîneront des diminutions de dépenses pour un certain type d'équipements et l'augmentation corrélative des investissements en faveur de la construction de la paix via le développement de nos pays en construction.

C'est un changement de cap qui doit être mis en perspective

car, par la proximité géographique et les liens historiques qui nous unissent, la sécurité de l'Europe dépend étroitement de la sécurité de l'Afrique, et inversement.

Ensemble, nous avons le devoir d'agir pour éviter que la jeunesse africaine ne ploie sous la famine et ne soit tentée par une aventure sans lendemain ou séduite par les sirènes des nouvelles chapelles idéologiques.

Dans cette perspective, je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de ma parfaite considération.

[JA](#)